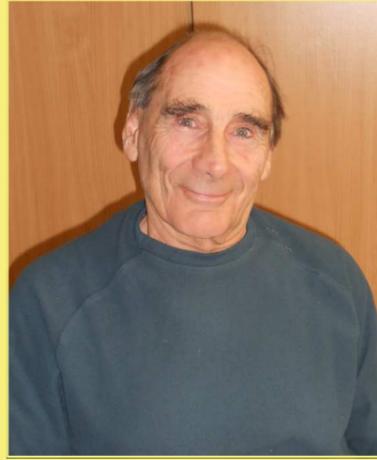


Le Portrait



Pierre GUIGOURESE

A 72 ans, Pierre, « Pierrot » pour les copains, est un vrai « Ti-Zef » au parcours riche en militantisme.

Arrêt sur un homme attachant, rempli d'humilité.

La naissance de Pierrot est marquée par la guerre de 39-45. Né en février 40, Pierrot se réfugie à Bénodet avec sa mère qui devient bonne à tout faire chez Mme D'Estienne d'Orves, dont le mari, Héros de la Résistance, sera fusillé au Mont-Valérien par les Allemands. Son père, mobilisé dès 39, est fait prisonnier dès le début de l'année 40. Il fait la connaissance de son fils à son retour de 5 ans de captivité en Allemagne, où, par deux fois, il tentera de s'évader.

Aîné d'une famille de 5 enfants, l'enfance de Pierrot se passe au cœur des premières baraques de Polygone Caserne, dès 1948. Son père, peintre en bâtiment, puis ouvrier à l'arsenal, est militant à la CGT et au PCF. Très tôt donc, Pierrot connaît les militants du PCF qui vendent dans le quartier l'Huma, Ouest-Matin auxquels est abonné son père. Pierrot, baigné dans ce milieu, s'intéresse très tôt à la politique, lit beaucoup : « Vaillant », avec les histoires de Pif le chien et Jean et Jeannette, « Fils du Peuple » de Maurice Thorez ... Pierrot grandit en suivant les guerres qui font rage : celle d'Indochine, de Corée, le procès d'Henri Martin, symbole de la lutte du peuple français contre la guerre d'Indochine et dont la condamnation, par le tribunal maritime de Brest, donnera lieu à une campagne de grande ampleur et des manifestations auxquelles prendra part son père. Pierrot vit aussi les grandes grèves de mars-avril 50 à Brest et connaît la grande solidarité instaurée dans les écoles envers les grévistes : cantines gratuites, tombola de soutien ... Son père, au premier rang de la manifestation du 17 avril où Edouard Mazé est tué par les forces de l'ordre, est repéré et recherché par la police, mais arrive à s'échapper en changeant de tenue.

A 15 ans, Pierrot rentre comme apprenti à l'arsenal et devient ouvrier chaudronnier au Plateau des Capuçins, avant de suivre des cours du soir, pour devenir technicien dessinateur. Pierrot adhère à la CGT et à la JC où il va trouver sa place et s'y investir pleinement. Dès le début des années 60, il participe à la Fête de l'Huma à la Courneuve, avec un stand fabriqué avec ses camarades, où il vend des huîtres et du cidre. Responsable d'un cercle de JC sur la rive-droite, Pierrot participe à la création de cercles sur d'autres quartiers et organise des manifs - qui tournent parfois à la violence avec la police - contre la guerre d'Algérie et les événements de Charonne. En effectuant son service militaire dès 63 à Lanvéoc, Pierrot participe en tenue, à un meeting de soutien à Julian Grimau, réfugié espagnol qui sera exécuté par le régime franquiste et dont la condamnation fait scandale en France. Déjà soupçonné de distribution de tracts contre la guerre d'Algérie, Pierrot, convoqué, est muté à Lann-Bihoué.

Un voyage en URSS, à 25 ans, en tant que responsable départemental de la JC, un autre en RDA, en famille cette fois, plus de 10 ans plus tard, en tant que responsable départemental de la FSGT, dans le cadre d'échanges sportifs. De ces voyages, Pierrot revient avec des questionnements sur le comportement humain, la dérive des gens au pouvoir, le manque de démocratie, qui l'amènent progressivement à prendre du recul par rapport au PCF qu'il finit par quitter au début des années 80.

Très tôt, Pierrot fait du foot au « Stade Q », la section sportive du PL des 4 Moulins. Plus tard, la FSGT fait appel à Pierrot, joueur sénior, pour encadrer des jeunes de 12-14 ans. Pierrot est rapidement séduit par les valeurs portées au sein de la FSGT : le sport pour tous, l'éducation par le sport, la démocratie. Il rejoint l'équipe dirigeante de la FSGT et devient plus tard, Président du Comité de Brest de la FSGT. Pierrot s'investit à fond pour développer le sport de masse, le « foot corpo », le « sport jeudi » : l'idée de « république sportive » développant citoyenneté, socialisation des jeunes, travail avec d'autres lui convient parfaitement. Aujourd'hui, Pierrot est responsable de la commission départementale de cyclotourisme, chargé notamment de l'organisation du Tour de Bretagne dont c'est la 15^{ème} édition cette année. Quand Pierrot n'est pas sur son VTT, ou en randonnée pédestre, avec Danièle son épouse et fidèle complice de toujours, Pierrot reste bien actif !

50 ans après avoir vendu à la criée « Avant-garde », journal du MJC, on retrouve Pierrot, aujourd'hui membre de la Chorale Peuple et Chansons - qui perpétue le répertoire des travailleurs et des libertés - chanter « La Jeune Garde ». Un hasard ? Non ... Pierrot, l'idéaliste, voue un attachement et une fidélité sans faille aux vraies valeurs. D'ailleurs, rien ne l'exaspère plus que ces gens, tentés, par dépit ou désespoir, par le vote d'extrême-droite. A ceux-là, il répond qu'il est essentiel de ne pas se faire avoir par le loup déguisé en agneau : « les acquis sociaux, on les doit lorsque la gauche et une bonne gauche était au pouvoir. Le Front National n'apporte que malheur, guerre, privation des libertés et recul pour le peuple ». Pour Pierrot, en revanche, le Front de Gauche est porteur d'avenir et nécessite le rassemblement du plus grand nombre.

Billet d'Humeur !

RASED SABORDÉS : ÉLÈVES SACRIFIÉS !

« Les RASED, réseaux d'aides spécialisées aux élèves en difficulté, rassemblent des psychologues scolaires et des professeurs des écoles spécialisés. Membres à part entière de l'équipe enseignante des écoles, ils exercent et interviennent auprès des élèves de la maternelle au CM2, en classe ou en petits groupes. Les maîtres E apportent des aides spécialisées à dominante pédagogique aux élèves qui ont des difficultés pour comprendre et apprendre. Les maîtres G apportent des aides spécialisées à dominante rééducative aux élèves qui ont des difficultés à s'adapter aux exigences scolaires.

Les Rased travaillent aussi avec des élèves déficients intellectuels. Ils accompagnent les instits qui se sentent impuissants, les élèves et leurs familles en souffrance vers une réorientation parfois nécessaire en CLIS ou en IME. Les instits de Rased, de par leur formation, connaissent les structures adaptées.

Le Ministère de l'Education nationale a décidé de tirer à boulets rouges sur les postes des Rased, sabordant ainsi le seul dispositif gratuit d'aides spécialisées à l'intérieur de l'école, déjà largement attaqué et sinistré depuis 2008. En 5 ans, ce sera près d'un tiers de l'effectif total des Rased, essentiellement des maîtres E et G, qui aura disparu des écoles !

La carte scolaire 2012 est aussi mauvaise que prévue : il n'y a eu aucun recul sur les fermetures de postes particuliers ou de postes dans les Rased. Au total, notre département perd 29 postes classe à la rentrée prochaine, et dans le cadre national de contribution au non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite, un retrait de 25 postes hors classe, dont 18 postes en Rased, sur les 82 que compte le Finistère ... Il est scandaleux que le traitement de la difficulté scolaire des élèves disparaisse pour cause d'économie budgétaire !

Attaquer les Rased, c'est supprimer le regard bienveillant des enseignants spécialisés sur les élèves en difficulté. C'est laisser des enfants, pour lesquels la réponse pédagogique du maître de la classe n'est pas suffisante, s'enfoncer résolument dans l'échec scolaire, la violence ou l'exclusion. C'est ne plus accompagner les familles et délaisser des enseignants désarmés par des enfants qui n'apprennent pas comme les autres. C'est externaliser la difficulté scolaire vers le secteur privé en renvoyant aux familles la responsabilité et la charge d'en supporter le coût, quand nous savons très bien que les élèves en grande difficulté viennent majoritairement des classes populaires. »

Eric GUELLEC
Instituteur spécialisé



Abonnement

ECHANGES & INITIATIVES :
Abonnez-vous !

Journal bimestriel
Prix au numéro : 0,60 € - Abonnement : 3,00 €

Nom, Prénom :

Adresse :

Bulletin à retourner à : Elus communistes du Pays de Brest
22 Bis rue Bruat - 29200 BREST

Rédaction, Administration, Publicité :
Groupe des Elus Communistes
du Pays de Brest
22 bis rue Bruat - 29200 BREST
Tél : 02.98.43.05.41 - Fax : 02.98.44.38.84
E-Mail : elus-communistes@org-brest.fr
Directeur de la Publication :
Maxime PAUL
IMPRIMERIE - SERIGRAPHIE CERID
31 rue Frédéric Chopin - BP 52532 - 29225 BREST CEDEX 2
Périodicité : journal bimestriel
Prix au numéro : 0,60 €
Abonnement : 3,00 €

JANVIER / FEVRIER 2012

Numéro 71



Vendredi 3 février 2012 : Présentation des vœux du Groupe des élus communistes au Patronage Laïque du Pilier Rouge (suite page 2)

Echanges & Initiatives

Journal d'information édité par les élus communistes du Pays de Brest

N° C.P.P.A.P : 1215 P 11338 - N° I.S.S.N : 1297-790X

Dispensé de timbrage

BREST CTC

Echanges & Initiatives

22 bis rue Bruat
29200 - BREST



DEPOSÉE LE 27/02/2012

Sommaire

Page 1 :

- Photo : Vœux des élus, vendredi 3 février 2012
- Edito : Maxime PAUL

Pages 2 - 3 :

- Côté vœux ...
- Dossier : le budget des collectivités locales
- L'interview : Claude BELLEC

Page 4 :

- Portrait : Pierre GUIGOURESE
- Billet d'Humeur : Eric GUELLEC

Edito

Maxime PAUL



Vice-Président BMO délégué à l'eau et à l'assainissement

Conseiller municipal de la Ville de Brest

Dans deux semaines, la France accueillera à Marseille, le Forum Mondial de l'Eau, officiel et alternatif.

Ce Forum Mondial de l'Eau aura lieu dans un contexte où 2 Milliards d'individus n'ont toujours pas accès à l'assainissement, presque autant à une eau potabilisée. A quelques semaines des élections présidentielles, Nicolas Sarkozy va tenter d'instrumentaliser cette manifestation en y faisant son dernier discours de Président. Il va promettre de mettre en œuvre le droit à l'eau lors du prochain mandat parce qu'il n'a rien fait ce mandat-ci (la faute à la crise, vous le savez bien !)

Le PCF, ses élus, comptent bien y faire entendre leur voix et valoriser ce qu'ils ont permis de faire avancer en contribuant à porter un débat national

à la fois sur les enjeux d'un service public de l'eau comme de la mise en œuvre de son droit, avec leur proposition de loi prévoyant la création d'une allocation eau concourant à réduire les inégalités sociales et territoriales pour toutes les familles dont la charge d'eau dépasse 3 % de leurs ressources.

Par ailleurs, à l'image du front des luttes, un Front de Gauche de la Gestion publique de l'eau vient de se mettre en place au niveau national. Ce dernier lance un appel pour une véritable gestion publique de l'eau que je vous invite à signer* et la mise en place d'assemblées citoyennes, sur ce thème, partout en France.

*Appel en ligne sur : <http://www.placeaupeuple2012.fr/eau/>

Côté vœux ...

Cette année, pour la traditionnelle présentation des vœux communistes, Jacqueline HERE, candidate aux élections législatives sur la circonscription de Brest Ville, a prononcé le discours, excusant au préalable, Gaëlle ABILY, en session au Conseil régional de Bretagne, et Isabelle Mazelin, retenue en tout début de soirée par un vernissage au Relecq-Kerhuon. Extraits :



« [...] Avec la crise financière internationale et la suite de plans d'austérité qui nous sont imposés, nous avons vécu une année 2011 particulièrement difficile. Les élections de 2012 doivent nous permettre d'insuffler une bouffée d'air frais contre tous les renoncements, les reculs, la crise sociale, démocratique et politique. Avec le Front de Gauche et Jean-Luc Mélenchon, son candidat à l'élection présidentielle, et l'ensemble des candidat-es aux élections législatives, soutenu

-es dans la région brestoise par le PCF, le Parti de Gauche, la Gauche Unitaire et la FASE, nous voulons ensemble redonner la parole à toutes celles et tous ceux que l'on n'entend plus, ou si peu, nous voulons écouter leurs revendications, les porter au plus haut niveau et faire partager et enrichir avec eux notre programme « l'Humain d'abord ». [...] Notre mise en mouvement durant les deux campagnes sera déterminante et ne vise qu'une seule chose : rassembler le plus largement possible, dans la richesse de notre diversité pour ouvrir une alternative qui devienne majoritaire pour répondre à vos attentes et à celles de nos concitoyens [...].

Les élu-es communistes, au quotidien, agissent en ce sens en participant à la gestion de Brest et de Brest métropole océane. Nous venons tout juste de voter nos budgets respectifs sans augmentation de la pression fiscale pour les ménages jusqu'en 2014. Nous nous en félicitons compte-tenu de la situation actuelle et ce, malgré un Etat qui se désengage financièrement de plus en plus de ses responsabilités vis-à-vis des collectivités locales. [...]

S'il est parfois délicat de retenir une date précise entre l'élaboration d'un projet et sa mise en fonction, l'année 2012 verra s'opérer de nombreux événements dans la région brestoise [...]. Ces chantiers démontrent, n'en déplaise à la droite, que notre ville affiche un réel dynamisme malgré la conjoncture nationale. Et n'oublions surtout pas le retour au service public de l'eau après 25 ans de gestion privée avec la Société Publique Locale « Eau du Ponant » au 1^{er} avril prochain. Cette reprise en main de la gestion publique de l'Eau témoigne d'une volonté politique forte portée par nos élu-es et tout spécialement par notre Vice-Président délégué à l'eau et à l'assainissement, Maxime Paul. Certes, le chantier de la tarification en est encore à ses débuts, et nous aurons à travailler ensemble dans les prochains mois à la mise en place d'une tarification sociale de l'eau. »

Après le rappel du soutien des communistes aux mobilisations contre les suppressions de postes dans les écoles à la rentrée 2012, Jacqueline a terminé son propos par la question de l'emploi industriel à Brest : « Avec Jabil dans l'électronique et la Sobrena pour la réparation navale civile, nous le redisons : la région brestoise a besoin de tous ses emplois industriels. Et si, bien sûr, nous souhaitons voir se développer et se créer d'autres emplois sur le polder avec les énergies marines renouvelables, cela ne doit en aucun cas se faire au détriment de ceux existant déjà. Nous devons saluer la lutte exemplaire de ces salariés et je vous appelle à prendre part à la manifestation demain à 14h30, Place de la Liberté. »



Dossier : le budget des collectivités locales

« Elus des populations, acteurs engagés dans les luttes que mènent les salariés et les citoyens sur tous les terrains, nous sommes bien placés pour mesurer les saccages sociaux, économiques, démocratiques, environnementaux occasionnés par la politique mise en œuvre par Nicolas Sarkozy. Les décisions prises ces dernières années sont éloquentes : détricotage du code du travail, mise à mal de notre protection sociale, recul de l'âge de la retraite, mise en place d'une fiscalité avantageuse pour les plus riches, non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant en retraite, saccage de nos services publics ...



Isabelle MAZELIN
Intervention au conseil communautaire du 27 janvier sur le budget 2012 de Brest Métropole Océane

En cette période de vœux, nous émettons le souhait que l'année 2012 soit celle d'une dynamique en faveur d'une politique radicalement nouvelle, susceptible de répondre aux immenses besoins qui sont ceux de nos concitoyens et de nos territoires, et faire reculer la finance et tous ceux qui la servent ou refusent de l'affronter.

Au moment où nous examinons le budget de notre collectivité, nous pouvons mieux que quiconque, mesurer son étranglement financier. Une asphyxie sciemment organisée par le gouvernement. Et nous pouvons, malheureusement, déjà montrer les conséquences dramatiques qui en découlent pour l'emploi, le pouvoir d'achat, la vie associative, les services publics pourtant si indispensables à la vie quotidienne de chacun.

Nous mesurons l'extrême dégradation des conditions

« Nous engageons aujourd'hui le 4^{ème} budget de notre mandature, un budget qui cette année traduit une bonne situation financière, après une période de difficultés et de vives tensions.

Malgré un contexte général de crise du financement bancaire et de poursuite du gel des dotations de l'Etat, ce budget 2012 s'est construit par une maîtrise de la fiscalité locale, amenant une stabilisation des taux d'imposition sur les ménages. Preuve s'il en fallait, que ce ne sont pas les collectivités locales qui augmentent les impôts, mais bien le gouvernement avec notamment sa dernière trouvaille, une hausse de la TVA qui est tout sauf sociale, puisque la ponction annoncée sera une fois encore supportée par 85 % des ménages.

Côté dépenses, il n'y a pas de remise en cause des politiques municipales tant au niveau des dépenses de fonctionnement, qu'en matière d'investissement.

Dans un contexte difficile pour les familles les plus modestes, mais aussi pour le plus grand nombre, ce budget démontre que l'action publique est essentielle pour répondre aux besoins des populations. Il traduit un véritable choix politique, celui de maintenir l'intervention publique au plus près des brestois et des brestoises.

Répondre à l'ambition d'une école de qualité, faire du « sport et de la culture pour tous » des priorités de

de vie, la souffrance, que subissent l'immense majorité des citoyens et l'angoisse terrible face à l'avenir. Le chômage, le mal logement, la précarité, prennent une ampleur jamais atteinte. Jamais, les difficultés financières des familles modestes n'ont été aussi fortes.

Et c'est dans ce contexte, où les citoyens ont plus besoin que jamais de l'apport irremplaçable des collectivités territoriales que le gouvernement continue de leur couper les vivres. Il entend les contraindre à les faire participer à la prise en charge du paiement de la dette de l'Etat et à la mise en œuvre de politiques d'austérité, avec une constante, celle de servir les marchés financiers.

Ainsi, était-il déterminant de garder le triple A et c'est, soit disant pour atteindre cet objectif que deux plans de rigueur ont été mis en œuvre. Mais, dès la perte du triple A, d'un seul coup, ce fait n'était pas si important que cela ! Par contre la nouvelle situation est immédiatement utilisée par le gouvernement pour exiger une nouvelle saignée, prenant pour cible privilégiée les collectivités locales en entendant les « associer » à sa politique de super austérité. Et après les fonctionnaires et les personnels dépendant de l'Etat, les effectifs de la fonction publique territoriale sont particulièrement visés.

Sans orientations nouvelles, les répercussions de la politique mise en œuvre au profit des marchés financiers seront meurtrières pour les citoyens, les collectivités, les entreprises du fait d'une difficulté accrue pour trouver les financements indispensables à la réalisation des projets et du fait du renchérissement des taux d'intérêts. Dans ce jeu de massacre seuls y

l'intervention publique, sont aujourd'hui des politiques déterminantes pour le quotidien des habitants de notre ville. Soutenir et encourager le développement de la vie associative, c'est favoriser le vivre-ensemble, la co-construction, la mise en commun, à l'opposé de ceux qui veulent diviser, exclure, discriminer.

Cette action de proximité se conjugue avec la capacité à porter de grands projets, puisque 2012 sera aussi l'année des 20 ans des fêtes maritimes, de l'inauguration du tramway, du lancement des premiers travaux aux Capucins. Ici l'intervention publique est vécue comme un élément du développement de notre ville.

Et pourtant la tâche est rude, tant les attaques contre tout ce qui fait l'humain perdurent et se multiplient à quelques pas de deux échéances politiques majeures. Je ne prendrai qu'un seul exemple. Le gouvernement nous annonce de nouvelles coupes dans l'éducation nationale, qui se traduisent dans notre ville par des pertes de postes dans 5 écoles et par la disparition de 4

trouvent leur compte les quelques privilégiés qui se gavent des bénéfices issus des intérêts payés par la puissance publique.

Et on ne voit pas comment les collectivités échapperaient au phénomène. Cela nous ramène à l'essentiel. Pas de nouveaux types de développement et de croissance sans une autre utilisation de l'argent, sans une fiscalité nouvelle, sans pouvoir nouveaux des salariés et des citoyens, sans rôles nouveaux des collectivités territoriales, disposant des moyens d'assumer pleinement leurs missions, dans le cadre de l'organisation d'une nouvelle république ou l'Etat jouerait pleinement le rôle qui lui incombe.

Aussi, saluons-nous, cette année encore, le défi relevé par notre collectivité pour réussir dans un tel contexte, à présenter un budget volontariste, aux équilibres financiers solides et marqué par le gel des taux de la fiscalité locale, nous obligeant certes à poursuivre notre rigueur budgétaire par la maîtrise des dépenses de fonctionnement, mais tout en maintenant la qualité de nos services publics. 2012 sera l'année d'achèvement du chantier du tramway, dans le respect des grands équilibres financiers de notre collectivité et sans avoir amputé nos investissements sur d'autres politiques, et connaîtra la phase opérationnelle de nouveaux projets comme la G3SE ou l'aménagement du Plateau des Capucins.

Nous voterons l'ensemble des budgets de notre collectivité, à l'exception du budget annexe des déchets ménagers. A ce titre, participant aux travaux du groupe de suivi de fiscalité incitative, nous tenons à saluer la qualité du travail accompli par les services pour parvenir à des propositions visant à améliorer la gestion de nos déchets demain. Il reviendra maintenant à notre collectivité de prendre les meilleures décisions pour y parvenir ».

Gaëlle ABILY
Intervention au conseil municipal du 31 janvier sur le budget 2012 de la Ville de Brest



RASED. Je renouvelle ici notre soutien aux mobilisations qui ont eu lieu ou qui ont cours en ce moment même. Depuis la loi Fillon de 2005, les attaques contre l'école et le service public d'éducation sont nombreuses et récurrentes. Cette année, c'est très clairement la condamnation de l'accès à l'école dès deux ans qui est visé, là où jusqu'ici il avait résisté grâce à l'engagement des collectivités et de la communauté éducative. C'est bien sûr le transfert vers les communes de la prise en charge des enfants de moins de trois ans qui est également sous-jacent. L'urgence est de mettre un coup d'arrêt à cette politique pour construire une école humaniste, progressiste, laïque et indépendante des logiques de marché et de l'utilitarisme économique. Une école qui émancipe, qui partage les savoirs, une école de l'égalité.

En ce dernier jour du mois de janvier, reste un vœu essentiel, celui que 2012 soit l'année d'une dynamique et d'un rassemblement en faveur d'une alternative politique porteuse de sens et d'émancipation. De notre côté, nous prendrons toute notre part pour que ce changement arrive au plus vite. »

L'interview



Claude BELLEC

Conseillère municipale déléguée aux associations du secteur social, Claude nous présente la Halte canine brestoise qui mène une action d'insertion sociale en favorisant l'accès aux soins de personnes en grande précarité.

Comment est né le projet

de créer une halte garderie canine ?

L'origine du projet part d'un constat dressé conjointement par le CCAS et le CHRU de Brest : l'existence de nombreux freins, chez leurs publics en situation de précarité, liés à la présence d'animaux : freins dans l'accès au logement, à l'emploi, au transport et aux soins. Les pensions ou chenils, par leur éloignement et le coût du service, sont peu utilisés par ces personnes seules, peu insérées et très isolées. Or la présence du chien est souvent le seul lien affectif fondamental. Plusieurs partenaires - le Service social du CHRU, la Halte-accueil Frédéric Ozanam, PECA Formation (Pension et éducation canine des Abers, la Ville de Brest et le CCAS - ont alors choisi de travailler sur l'accès aux soins.

Comment fonctionne le dispositif ?

Les personnes, accompagnées par le CCAS ou le CHRU, domiciliées sur le territoire de la communauté urbaine de Brest et propriétaires de chien(s), peuvent s'en libérer le temps d'effectuer des démarches de santé ou de se soigner. Moyennant une participation d'un euro par jour, la personne nécessitant une hospitalisation se voit proposer la garde de son animal par une famille d'accueil bénévole.

Quel bilan de cette action peut-on dresser aujourd'hui ?

Lancée en juillet 2010, cette action a permis à une vingtaine de personnes un accès aux soins, pour une trentaine de chiens accueillis. Cela représente plus de 960 jours de garde, assurés grâce à la vingtaine de familles d'accueil bénévoles. La durée moyenne d'hospitalisation des patients est d'environ un mois ce qui témoigne d'un véritable besoin. Et l'action menée vise aussi bien l'accès que la poursuite des soins dans la durée.

La Halte canine ne vient-elle pas d'être primée au niveau national ?

Ce dispositif, unique en France, a effectivement reçu le 1^{er} prix (parmi 120 dossiers examinés) du Concours 2011 « Droits des usagers » organisé par le Ministère de la Santé, au titre d'une année 2011 consacrée « année des patients et de leurs droits ». Une belle reconnaissance, d'autant plus justifiée qu'elle met en valeur un partenariat remarquable entre professionnels, secteur associatif et bénévoles et des soutiens institutionnels déterminants. Ce projet n'a pu être mené que grâce à l'action transversale des élus et des personnels de l'action sociale, de la prévention et la tranquillité urbaine, de la santé. Une belle réussite pleine d'originalité et de solidarité en faveur de l'insertion sociale d'un public en grande précarité.